

1980	Source : <i>La Revue nouvelle</i> N° 10 octobre 1980
-------------	--

L'an trente-trois du conflit israélo-arabe

Marcel Liebman

Trois ans déjà, ou presque, qu'Anouar el Sadate, miraculé d'une guerre à la recherche de la paix, débarquait à Jérusalem. Trois ans déjà que l'aigle égyptien se faisait colombe et déchaînait chez les uns l'enthousiasme et l'espoir, chez les autres la réprobation et la haine. Il semblait faire entendre, pour la première fois, une parole fraternelle, dans ce qui n'avait été jusqu'alors qu'une diatribe véhémence. Des esprits, qui paraissaient chagrins - mauvais prophètes, mauvais coucheurs, mauvais perdants -, avaient beau mettre en garde contre les insuffisances et les ambiguïtés d'une démarche par laquelle la politique, disait-on, se métamorphosait en morale : on ne leur prêtait guère d'attention, sinon pour dénoncer leur sectarisme. Il y a trois ans déjà. Et nous ne sommes nulle part.

Ou presque nulle part. C'est vrai qu'Israël a évacué la plus grande partie du territoire égyptien conquis en 1967, y compris les rives du canal de Suez et les gisements de pétrole du Sinaï. Mais pour le reste... Des négociations poussives, que la signature d'un traité de paix à Washington n'a pas réussi à véritablement lancer, n'en finissent pas de languir. Des diplomates et des généraux se rencontrent, tantôt en terre arabe, tantôt en Israël, s'éclipsent, se retrouvent pour rompre à nouveau : chorégraphie burlesque où personne ne se retrouve, surtout pas les amis de la paix. Les critiques des accords signés à Camp David ont pu pécher par manque d'imagination et par excès de rigueur. Sur un point au moins, ils ne se trompaient pas : l'absence d'interlocuteurs palestiniens condamnait les plans les plus subtils et les intentions les plus généreuses. Sans doute envisageait-on la possibilité d'amener à la table de négociation des notables de Cisjordanie, personnalités idéalement indépendantes, modérées et raisonnables : elles compenseraient par leur bon sens leur absence de représentativité. Tous ensemble, Israéliens, Egyptiens et Palestiniens - les bons Palestiniens il s'entend -, sans oublier, comme de juste, les Américains, on concilierait l'inconciliable et du chapeau de ces magiciens sortirait, tôt ou tard, la providentielle autonomie de la Palestine. Mais les magiciens, ou certains d'entre eux, se sont contentés de poser, à un monde trop naïf, un lapin de dimension. Car cette autonomie que l'on promettait aux Palestiniens, loin d'être

une modalité possible et transitoire par laquelle un peuple exercerait son droit à l'autodétermination, était, pour Israël en tout cas, l'exact contraire : un moyen de bloquer une dynamique de paix, une méthode pour enrayer la marche d'une nation vers l'indépendance. La Palestine autonome ne serait pas une étape vers un Etat palestinien, mais une médication plus ou moins contraceptive ou plus ou moins abortive pour en empêcher la naissance. Les responsables israéliens ne s'en cachent pas : si les projets d'autonomie se concrétisaient, ils devraient non seulement maintenir mais renforcer le poids de l'autorité militaire israélienne dans les territoires autonomes. Et pour lever toute ambiguïté, ils ajoutent : quant à un Etat palestinien, nous n'en voulons ni pour demain, ni pour après-demain, ni pour plus tard encore. Voilà pour les discours.

Et voici pour les faits : pour que la (toujours hypothétique) autonomie palestinienne soit entièrement vidée de sa déjà maigre substance, Israël accumule les gages en nature. On en connaît la forme : ces dizaines de colonies de peuplement que complètent de plus grandioses projets urbanistiques, le tout ayant pour objet d'élargir la présence juive en terre arabe. Les « colombes » israéliennes ont beau s'indigner. Les juristes ont beau protester contre ces violations de la légalité. Les instances internationales ont beau multiplier leurs condamnations, les Arabes leurs protestations et les Américains eux-mêmes leurs mises en garde, l'annexionnisme israélien - comment autrement le qualifier ? - marque de nouveaux points et les perspectives de paix subissent de nouveaux reculs. L'enlèvement serait donc total et rien n'aurait donc bougé qui offrirait à cette paix une chance, si mince soit-elle, de se réaliser ?

« La paix maintenant »

En réalité, et malgré tout, des forces se sont mises en mouvement qui font exception à la règle de l'immobilisme. Du côté israélien, une opposition existe à l'extrémisme rigide du gouvernement Begin. Sans doute ne s'agit-il pas de l'opposition officielle, celle des dirigeants travaillistes d'hier. Ceux-là rivalisent parfois de négativisme chauvin avec la droite nationaliste. C'est leur leader Shimon Peres qui, en son temps, a reproché à Begin les concessions qu'il a faites aux Egyptiens lorsqu'il a évacué des implantations israéliennes proches de la bande de Gaza. C'est l'ancien premier ministre Rabin, rival de Peres à la direction du « Mapai », qui entend aujourd'hui définir l'alternative de « gauche » à la politique officielle par un quadruple « non » : « non » au retour aux frontières de 1967 ; « non » à la division de Jérusalem ; « non » à l'Etat palestinien ; « non » aux négociations avec l'Organisation de libération de la Palestine. Et ce sont les travaillistes, une fois encore et toutes tendances réunies, qui se joignent aux extrémistes de Begin pour condamner l'attitude du Conseil de sécurité dans le problème de Jérusalem. Malgré le caractère de provocation pure et simple que revêtait le vote par le Parlement israélien d'une loi proclamant la « Ville sainte » « capitale éternelle » de

l'Etat hébreu, l'ONU s'est refusée à prononcer des sanctions économiques contre Israël. Mais socialistes autant que Beginistes, après avoir joint leurs voix pour faire passer la loi, s'unissent à nouveau dans un concert d'invectives anti-onusiennes. Il n'y a pas grand-chose à attendre de cette opposition-là, sinon une plus grande soumission peut-être aux volontés américaines. Il faut savoir se contenter de peu.

Il existe cependant une autre opposition. En Israël comme ailleurs, sa voix se fait plus souvent entendre dans la rue que dans l'enceinte parlementaire. Ils sont des dizaines de milliers qui répondent à l'appel du mouvement « Shalom Archav ». (« La paix maintenant ») lorsqu'on les convie à manifester dans les rues de Tel-Aviv ou de Jérusalem. « La paix maintenant » n'est ni un parti, ni même une organisation, plutôt un courant d'opinion dont le plus grand mérite est d'exister. Né de la protestation d'un groupe d'officiers de réserve, las de se préparer à de nouveaux sacrifices et à de nouvelles hécatombes, « La paix maintenant » exige surtout qu'Israël renonce à sa politique d'extension territoriale et de colonisation. On notera certes les lacunes de la plate-forme ainsi avancée. On n'y trouve pas la reconnaissance explicite du droit des Palestiniens à constituer leur Etat ni celle de la représentativité de l'OLP, alors que le parti communiste israélien (5 députés sur 120) et le Sheli (2 députés à la Knesset) ont assez de courage et de lucidité pour afficher ces revendications. On ne devrait pas pour autant sous-estimer l'importance de « Shalom Archav ». Dans un pays où les réflexes d'union sacrée sont aussi poussés qu'en Israël et où les accusations de « trahison » et de « défaitisme » fument aussi facilement, le rassemblement d'une masse considérable de citoyens en rébellion ouverte contre la politique du gouvernement est un fait nouveau et riche de promesses. Vilipendés de toutes parts, boycottés ou condamnés par toutes les forces institutionnelles, de droite comme de « gauche », ces hommes et ces femmes, violant les mots d'ordre et les tabous, sont sans doute les seuls Israéliens à avoir cru que l'initiative de Sadate méritait que leur pays lui fasse une réponse audacieuse et vraiment novatrice.

L'évolution palestinienne

Dans l'autre camp, l'évolution est plus nette encore. Beaucoup plus nette. Pendant de très longues années, on a pu, moyennant quelque exagération, présenter le bloc arabe comme entièrement négatif et monolithiquement rigide : un rassemblement de nations dont aucune n'était disposée, envers Israël, à la moindre concession, à commencer par celle, majeure, de la reconnaissance. Quoi qu'on puisse penser de la politique de Sadate et de son voyage à Jérusalem – voir plus haut –, son geste marquait la fin d'une période. Un premier bouleversement des données traditionnelles du conflit. Du côté des Palestiniens, le changement n'est pas moins considérable, même s'il est moins spectaculaire et s'il continue d'être entouré d'équivoques. La résistance

palestinienne, en refusant depuis toujours de reconnaître l'existence d'Israël, avait pour elle une double justification : celle de la morale et celle de la politique. Au plan de la légitimité, elle invoquait le « péché originel » sur lequel était fondé un Etat hébreu fondamentalement ignorant et dédaigneux de la volonté des Palestiniens ; quant à l'opportunité, elle incitait les Palestiniens à monnayer au plus haut prix la contrepartie de cette reconnaissance. Il ne pouvait dès lors être question pour l'OLP d'admettre la coexistence de deux Etats : Palestine et Israël. Et cette négation pure et simple entretenait la conviction des Israéliens qu'aucun accommodement avec les Arabes n'était possible. Seule la force est payante. Ces gens-là ne peuvent comprendre que cette langue implacable et claire. On connaît les pièges de ce pseudo réalisme.

Un très réel assouplissement s'est opéré dans les positions palestiniennes. En acceptant d'établir un Etat « sur toute portion libérée de la Palestine », elles admettaient, implicitement, que la coexistence avec Israël leur paraissait être un objectif suffisant, à tout le moins comme étape transitoire vers une Palestine unitaire. A quoi s'ajoutait le ralliement à une série de déclarations (par exemple et entre autres, la déclaration commune américano-soviétique de 1977) qui impliquaient, elles aussi, l'existence d'une Palestine indépendante à côté (et non à la place) d'Israël. Cette évolution de l'OLP ne s'est pas faite sans heurts. Elle s'est, au contraire, accompagnée de luttes internes. La modération réaliste qu'elle représentait a dû affronter un courant plus dur, qui s'est facilement paré du purisme révolutionnaire et a dénoncé l'« esprit capitulard » incarné par Yasser Arafat lui-même. Pour circonvenir cette opposition, la direction de l'OLP a cru nécessaire de dissimuler ses concessions réelles sous une terminologie ambiguë où la périphrase remplace le langage direct. Elle a aussi fait alterner des affirmations démontrant son esprit d'ouverture avec d'autres qui, sans jamais les contredire tout à fait, ne manquent jamais de les corriger. Il en résulte de longues discussions et d'interminables querelles sémantiques où chacun se croit fondé à interpréter les « intentions réelles » de la résistance palestinienne. Dans l'ensemble, toutefois, on ne saurait sérieusement nier que la tendance réaliste prévaut dans le camp palestinien et que la lenteur de ses progrès tient, dans une large mesure, à l'intransigeance d'Israël. Ses gouvernants ont souvent déclaré qu'ils n'accepteraient jamais d'Etat palestinien et qu'ils ne négocieraient jamais avec l'OLP même si cette dernière reconnaissait sans ambages la légitimité israélienne. Le dernier épisode de cette dialectique nihiliste date du printemps dernier : les autorités sionistes d'occupation intensifiaient encore leur politique de répression en Jordanie, au moment même où des terroristes juifs s'en prenaient à des personnalités palestiniennes en vue; et « El Fatah », qui est la principale composante de l'Organisation de libération de la Palestine, répliquait par une résolution incendiaire. Dans un style qui rappelait l'outrance verbale d'autrefois, il proclamait son intention de « liquider l'entité sioniste, politiquement, économiquement, militairement, culturellement et idéologiquement ».

Et l'Europe ?

Et puis, il y a l'Europe. Longtemps, très longtemps, elle s'est figée dans un soutien inconditionnel des thèses israéliennes. Il entrait dans son attitude un mélange de considérations sentimentales et d'intérêts politiques. Le souvenir, plutôt honteux, de la guerre et de la passivité ou de la complicité dont avaient fait preuve tant de peuples et tant d'Etats entretenait à l'égard des Juifs un complexe de culpabilité plus légitime que sage. A quoi s'ajoutait, du côté français tout d'abord et du côté américain ensuite, une volonté délibérée d'appuyer une présence (néo-) colonialiste et impérialiste sur la « tête de pont » occidentale dont Israël acceptait de remplir les fonctions. Et avec quelle efficacité. Et avec quelle respectabilité. Au cynisme de quelques-uns correspondait la sympathie sincère du plus grand nombre, le tout étant relayé par un européocentrisme incapable de distinguer dans le conflit israélo-arabe une modalité particulière et spécifique de l'affrontement entre le monde occidental et le tiers monde en révolte. Que l'on se souvienne de la façon dont a été accueillie en Europe la guerre des Six jours, en 1967. Une ferveur aveugle salua dans les exploits d'Israël un triomphe du faible contre le fort et du Juste contre l'opresseur. Le sentiment que la Démocratie et la Liberté, si souvent bafouées, venaient d'enregistrer une réconfortante victoire. Le fait qu'Israël était l'agresseur, et tout aussitôt l'occupant, passa longtemps inaperçu.

On ne retracera pas ici l'évolution qu'a connue la politique européenne vis-à-vis des Arabes et des Israéliens. En l'espace de quelques années, elle a suivi un processus de rééquilibrage qui lui a fait successivement découvrir l'existence d'un peuple palestinien et quelquefois la légitimité de ses revendications nationales. Et, certes, cette sagesse grandissante doit beaucoup à la crise de l'énergie et à l'usage que le monde arabe a su en faire. Le réalisme et le bon sens indiquent, en tout cas, à un nombre croissant d'Européens que le conflit du Moyen-Orient ne se ramène pas – il s'en faut de beaucoup – à un prolongement du génocide de la dernière guerre ; qu'il est un phénomène indépendant des péripéties de l'antisémitisme (occidental) ; qu'il ne se résoudra pas si l'on se refuse à faire droit à la volonté palestinienne d'autodétermination. Discours de chefs d'Etat, motions de congrès et d'Assemblées, communiqués diplomatiques, chacun à leur manière, traduisent cette prise de conscience. L'opportunisme n'en est pas absent. Mais pourquoi condamnerait-on ici plus qu'ailleurs l'opportunisme alors qu'il est présent dans toute démarche politique et qu'il en est même si souvent synonyme ?

Le rôle que peut jouer l'Europe dans le conflit israélo-arabe est d'autant plus grand que les Palestiniens en attendent beaucoup et ne s'en cachent pas. Les Etats-Unis demeurent chroniquement paralysés par un lobby sioniste actif et aveugle, disposé à défendre toute politique israélienne, la plus réaliste comme la plus déraisonnable. Cette

paralyse est naturellement totale en période électorale. Mais l'influence paradoxale qu'exerce, par l'entremise de l'organisation sioniste internationale et de la communauté juive américaine, le minuscule Etat hébreu sur la gigantesque puissance yankee, cette influence entrave en permanence la liberté de manoeuvre de Washington. L'Europe ne connaît pas une telle, situation, encore qu'on ait récemment assisté à une inquiétante tentative de doter la France d'un lobby sioniste qui ne cachait pas ses intentions de dicter à l'Elysée ses volontés politiques. Les « Neuf » disposent donc d'atouts et annoncent régulièrement le désir qu'ils ont de les utiliser.

Mais que d'entraves encore viennent freiner les vellétés de nos chancelleries !

Il y a les Etats-Unis, tout d'abord. Trop souvent, il suffit qu'ils élèvent la voix pour inspirer à leurs partenaires européens une attitude de soumission, c'est-à-dire d'entière passivité. On en arrive ainsi à ne rien faire qui puisse gêner un allié qui, pourtant, s'embarrasse peu, dans sa politique, d'autres intérêts que les siens et exige l'obédience de ses associés à qui ils n'offrent rien en échange : pas même, dans les grands moments, le semblant d'une concertation. Des Jeux olympiques aux enjeux diplomatiques, cette désinvolture est malheureusement payante.

Et enfin, il y a Israël. Chaque fois qu'il est question d'une initiative européenne, l'Etat hébreu manifeste sa mauvaise humeur. Ne disposant pas des armes que leur offrent des amis installés dans les arcanes du pouvoir américain, les hommes politiques israéliens ne renoncent pas pour autant à agir. Cette action prend fréquemment l'aspect d'un chantage sentimental où la mauvaise foi le dispute à l'odieux. C'est le *Jérusalem Post* du 17 août 1980 qui relatait la manière dont Gaston Thorn, représentant officiel de l'Europe des Neuf, avait été accueilli en Israël. Il y était venu pour examiner la possibilité de sortir d'une impasse dangereuse et pour prendre en considération les différentes données de l'imbroglio du Moyen-Orient. Mais, comme le révèle le journal israélien, ce qui attendait le ministre luxembourgeois, ce fut une série de conférences et de sermons dont les thèmes étaient les crimes dont l'Europe s'est rendue coupable envers les Juifs, depuis le moyen âge jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Déjà, « Zbig » Brzezinski avait confié au *New York Times* que chaque fois qu'ils se permettent une critique, les Israéliens traitent leurs interlocuteurs d'antisémites. Il est temps de résister à un tel chantage. Y recourir, ce n'est plus seulement, comme autrefois, prendre ceux auxquels il s'adresse pour des naïfs. C'est les prendre pour des imbéciles.

Il est temps d'agir et il est possible de le faire. Pour les Européens, il ne s'agit cependant pas de souscrire en tous points aux thèses palestiniennes. Reconnaître, comme cela a été fait, leurs droits nationaux, est une exigence élémentaire et banale. Tenir l'Organisation de libération de la Palestine pour le seul représentant du peuple palestinien, comme on hésite encore trop souvent à le faire nettement, est un impératif décisif. Il faut aller plus loin et exercer sur Israël une pression vigoureuse pour que ses gouvernants quels qu'ils soient – le nationaliste Begin ou ses éventuels successeurs

travailleurs – entrent enfin dans la voie des concessions et du réalisme ; qu'ils cessent leur politique d'annexions et qu'ils mettent un terme à leur refus obstiné d'évacuer les territoires occupés et de reconnaître le droit des Palestiniens à la souveraineté nationale. Ne pas se contenter de résolutions et de vœux pieux ; user, s'il le faut, de sanctions effectives. Mais il appartient en même temps aux Européens d'amener les Palestiniens qui s'adressent à eux à sortir de l'équivoque actuelle. Cela signifie, en clair, qu'ils doivent amener l'OLP à comprendre qu'il n'y a pas de paix possible au Moyen-Orient si la volonté des Israéliens de conserver leur Etat n'est pas prise en compte. Affirmer ou suggérer, par un langage supposé révolutionnaire, que l'objectif de l'OLP est de supprimer Israël, c'est acculer les Israéliens à une intransigeance qui n'est que trop conforme à leurs pratiques de toujours. Les Européens doivent demander aux Palestiniens d'abandonner ce langage et de renoncer à cet objectif. Les provocations israéliennes, qui entretiennent l'outrance des courants les plus durs de l'OLP et les tactiques ambiguës des plus réalistes, expliquent bien des écarts de langage mais n'en justifient aucun.

Qu'on l'aperçoive clairement en tout cas : l'agitation qui se poursuit au Moyen-Orient est grosse de périls. La politique israélienne conduit – délibérément peut-être – à des gestes de désespoir dont la responsabilité incombe moins aux desperados qu'à ceux qui inspirent et nourrissent le fanatisme imbécile. Les extrémistes du « Goush Emounim », intégristes religieux et partisans de la force et quelquefois de la terreur, bénéficient, pour leur part, d'une double couverture : celle, politique, d'un gouvernement, complice, qui les protège et celle, idéologique, d'une référence mystique aux « Droits historiques du peuple juif » qui les avalise. Quand des maires arabes de Cisjordanie sont les cibles d'agressions criminelles, le gouvernement israélien s'abstient de rechercher les coupables et même d'interroger les témoins. Lorsque des soldats et des officiers israéliens sont jugés pour avoir volé l'armée et constitué des stocks d'armes et d'explosifs destinés à lancer une campagne de terreur contre les Arabes et contre des Juifs progressistes, le tribunal fait preuve d'une mansuétude que des journaux israéliens eux-mêmes regrettent.

Avoir qualifié Israël d'« Etat fasciste », comme des Arabes ne sont que trop portés à le faire, a toujours été le signe d'une grande ignorance ou d'une grande mauvaise foi. Mais aujourd'hui des Israéliens eux-mêmes s'inquiètent et jettent un cri d'alarme devant ce qu'ils appellent la « fascisation » menaçante de leur pays. Avec un gouvernement coupable de chauvinisme, une opposition officielle qui hésite entre la facilité et la surenchère, avec une inflation galopante (130 % sans doute pour l'année 1980), une crise morale (que traduisent les départs de plus en plus nombreux d'Israéliens qui abandonnent la « Terre promise » et se fixent à l'étranger), un malaise social (que révèlent des inégalités sociales grandissantes), tout est désormais possible et surtout le pire : de nouveaux coups de force, de nouvelles aventures militaires aboutissant, pour Israël, à de fausses victoires ou à de réelles défaites.

Oui, l'Europe peut contribuer à écarter ces dangers. Je livrerai cependant le fond de ma pensée : des événements récents, qui se sont déroulés loin du Moyen-Orient, viennent de nous rappeler que les changements sociaux et politiques les plus profonds et les plus salutaires, ce n'est pas aux efforts des diplomates qu'on les doit généralement, mais à l'action des masses. Cette vérité polonaise ne serait-elle pas aussi d'application entre Le Caire et Damas, et de Beyrouth à Naplouse et à Tel-Aviv ?